

Romano Prodi

«Il faut rétablir l'esprit de solidarité en Europe»

LES PHRASES CLÉS

«Les États-Unis sont sortis de la crise économique parce que l'administration américaine a immédiatement injecté 500 milliards d'euros pour sauver le système. En Europe, après presque six ans, nous discutons encore des actions à adopter!»

«Les équilibres actuels mettent aujourd'hui en danger l'essence première de l'Union.»

«Nous sommes condamnés si l'Europe continue à se résigner à ce qu'elle est devenue.»

CV

- Né le 9 août 1939.
- Économiste de formation.
- Membre du Parti démocrate italien.
- Premier ministre à deux reprises: 1996-1998 et 2006-2008.
- Président de la Commission européenne de 1999 à 2004.

INTERVIEW

SILVIA BENEDETTI
À ROME

Économiste, deux fois Premier ministre d'Italie et président de la Commission européenne de 1999 à 2004, Romano Prodi connaît parfaitement les rouages de la délicate mécanique communautaire. Pour ce paladin d'une «Union des minorités» forte et soudée, la défense de la vision originelle de l'Europe est un «devoir moral». Aujourd'hui, face aux déséquilibres que la toute-puissance allemande comporte, à la crise grecque et aux dramatiques phénomènes migratoires, le «j'accuse» de Prodi pour une Europe apathique et déclinante est sévère mais chargé aussi d'un douloureux sens des responsabilités. C'est ainsi, avec nostalgie et volontarisme, que l'un des pères de l'euro appelle l'Union à repenser sa place et son rôle dans le monde.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a proposé de réduire les pouvoirs de la Commission européenne et de confier les principales décisions de politique économique à une autorité indépendante. Qu'en pensez-vous?

Ces propos sont inacceptables dans tous les sens du terme. Si ce projet prenait forme cela comporterait un vrai pas en arrière dans l'évolution du projet européen. La Commission représente le symbole même de l'Union et le principal organe supranational: enlever à ce dernier ses pouvoirs en termes de coordination serait trahir le sens même de son existence. Or, Schäuble semble s'être arrêté dans ses

propos. J'ajoute que je n'ai rien contre les Allemands qui sont devenus forts grâce à leurs vertus et aux faiblesses des autres.

Vous défendez l'inviolabilité des traités fondateurs de la Commission et de l'Union européennes. Mais l'Europe n'est-elle pas appelée à évoluer et s'adapter?

Bien évidemment l'Europe doit évoluer! Mais le changement implique une rénovation ou une involution. Aujourd'hui, l'UE risque de plonger dans le second cas de figure. Il ne faut pas souhaiter le changement pour le changement mais encore moins l'état actuel des choses, c'est-à-dire cette sorte de régression continue du projet européen. Aujourd'hui, il faut une progression courageuse et déterminée vers le modèle fédéraliste.

La renaissance des populismes représente, dans de nombreux pays, une réponse viscérale à la crise actuelle. Comment apaiser le scepticisme de ceux qui ne croient plus au rêve européen?

Les populismes poursuivent et amplifient les peurs existantes et présupposent l'abandon de tout projet à long terme. En Europe, ils s'accompagnent de réactions viscérales contre l'immigration, la cohésion et la solidarité. Le remède contre ce mal est l'affrontement immédiat des vrais problèmes auxquels les citoyens sont confrontés et la formulation de solutions concrètes. Pourquoi, pour la question grecque, a-t-il fallu discuter pendant quatre ans pour n'aboutir qu'à une solution provisoire?

Justement, quelle leçon tirer de la crise grecque?

Deux leçons peuvent en être tirées. La première: il ne faut pas continuer à cacher la tête sous le sable et reporter indéfiniment la discussion et la conséquente résolution des problèmes de l'Union. Initialement, la question grecque représentait un «petit» problème. Avec 30, 40 milliards d'euros il aurait pu être réglé. On a gâché du temps précieux et la situation est devenue pratiquement ingérable. Seconde leçon: il est nécessaire de rétablir l'esprit de solidarité du passé, et un sens des responsabilités qui ne doit pas comporter l'imposition de la volonté des «grands» au détriment des «petits».

Pourquoi, pour de nombreux Européens, les espoirs nés avec l'euro se sont dissipés à un point tel qu'ils se sont retournés contre la construction européenne même?

L'euro a très bien fonctionné avant la crise. Une fois, et cela m'a valu de vives critiques, j'ai défini le Pacte de stabilité de «stupide». Or, je réaffirme que la conjoncture économique présuppose des périodes de stabilité budgétaire et des périodes marquées par l'existence de déficits. Cette dernière crise économique est née aux États-Unis et le pays en est déjà sorti. Pourquoi? Parce que l'administration américaine a immédiatement injecté 500 milliards d'euros pour sauver le système. En Europe, après presque six ans, nous discutons encore des actions à adopter!

N'y a-t-il pas une contradiction entre la défense du maintien de l'euro et la dé-

fiance vis-à-vis du pays – l'Allemagne – qui incarne le plus la stabilité et la vigueur de la monnaie européenne?

Il y a certainement une contradiction. Mais la question est une autre. Je me souviens

encore d'un député roumain qui a déclaré que son père et son grand-père avaient été persécutés parce que membres d'une minorité et que son rêve était que son pays rentre dans une Union qui représentait, en quelque sorte, le triomphe des minorités. Les équilibres actuels mettent aujourd'hui en danger l'essence première de l'Union.

La chancelière Angela Merkel a affirmé que la question des migrants va occuper les Européens «bien plus que la Grèce et la stabilité de l'euro». Les institutions européennes sont-elles capables de gérer cette situation avec les gouvernements nationaux?

Oui, mais seulement s'ils le veulent. Nous ne consacrons pas une attention suffisante au problème. Il faut une politique commune libérée du sentiment de culpabilité – l'Europe est le plus grand donateur du continent africain – mais structurée et à long terme. L'Allemagne fait déjà preuve de grande sagesse en élargissant le nombre de ses quotas de migrants.

Le dilemme entre les européistes convaincus et ceux qui veulent un retour au passé semble insoluble. Quelle voie proposez-vous aux Européens?

Nous ne pouvons pas toujours avancer sous le poids de l'urgence et au rythme de conseils européens mensuels qui affrontent seulement les questions techniques. Il faut organiser un grand sommet avec la Commission et les représentants du Parlement et des principaux partis politiques européens. Il faut réintroduire le sens du politique en Europe. Et demander à l'Allemagne si elle croit encore à une Europe qui soit l'union des minorités ou si elle pense être à même de faire face, seule, au défi de la mondialisation.

Vous évoquez une «grave diminution du prestige de l'Europe» vis-à-vis du reste du monde. Sommes-nous réellement destinés à l'«insignifiance» quand des problèmes extrêmement graves incombent au sud et à l'est du continent?

Nous sommes condamnés si l'Europe continue à se résigner à ce qu'elle est devenue. Pourquoi, en Ukraine, les seuls vrais protagonistes sont les États-Unis et la Russie? Pourquoi n'avons-nous pas de solution commune pour la Libye? Nous intéressons le reste du monde uniquement si nous sommes unis. Divisés, nous ne sommes rien.

Votre plus beau souvenir en tant que Président de la Commission européenne?

J'en ai deux. Il est minuit, le jour de l'entrée en vigueur de l'euro. Je suis à Vienne. Les gens célèbrent l'événement en chantant dans les rues. J'ai acheté des fleurs à mon épouse. Nous étions heureux. Et puis Dublin, le 1^{er} mai 2004: dix nouveaux pays adhèrent à l'UE. Nous avions la perception d'une Union forte, capable d'offrir, avec l'élargissement et l'euro, une solution réelle aux problèmes du continent.